

Résumé

Forum de dialogue politique sur l'éducation et la paix Kinshasa, République Démocratique du Congo – Octobre 2012

Introduction: Etablir le dialogue avec les décideurs au niveau national

En octobre 2012, une initiative menée conjointement par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la République démocratique du Congo (RDC), en collaboration avec le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), l'UNICEF, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) a réuni des représentants des ministères¹, des organismes donateurs, des ONG internationales et locales, des représentants des associations de parents et d'enseignants, ainsi que les médias. Le but de ce forum de dialogue politique était d'ouvrir un espace de dialogue pour échanger des informations et formuler des recommandations pour l'élaboration de politiques et stratégies éducatives qui puissent répondre aux dynamiques de conflit à travers l'éducation, et ainsi soutenir les processus de consolidation de la paix en RDC. Grâce à une approche pluraliste, les participants du Forum ont étudié les divers besoins du secteur de l'éducation en RDC. S'appuyant sur une analyse des conflits présentée par l'UNICEF / Search for Common Ground et des études menées par l'ADEA, les participants ont identifié les facteurs clés de conflit et leurs impacts sur l'éducation. Le rôle joué par l'éducation soit pour réduire ou exacerber ces facteurs de conflit a également été évoqué, conduisant à l'identification de plusieurs politiques et stratégies éducatives pour contribuer de manière significative à la consolidation de la paix et de l'État. A la lumière des expériences du Kenya et du Libéria en matière de promotion de l'éducation pour la paix, et inspirés par les exposés des programmes mis en œuvre par différentes organisations non-gouvernementales et agences des Nations Unies, les participants ont préparé une série de recommandations de politiques et de programmes visant à renforcer les capacités de la RDC et proposer des orientations pour le développement d'un programme national d'éducation pour la paix.

1) Comprendre le contexte de la RDC:

L'Afrique est un continent particulièrement touché par la résurgence et la prolifération des conflits armés impliquant notamment la République démocratique du Congo. Malgré un accord de paix signé en 2003, ce vaste pays aux immenses ressources naturelles demeure dans une situation de fragilité, d'instabilité et d'insécurité.

Le contexte de la RDC est complexe et pose de nombreux défis qui doivent être analysés afin de définir des stratégies pertinentes et efficaces pour soutenir le pays sur la voie de la paix et de la stabilité.

Dans le cadre d'une approche systémique, l'éducation est appréhendée comme un secteur critique qui interagit avec plusieurs dynamiques socio-économiques. Pendant le Forum, les interventions de la Mission des Nations Unies pour l'Organisation pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et du ministère du Plan se sont révélées essentielles pour comprendre le contexte dans lequel l'éducation doit fonctionner et évoluer pour répondre aux dynamiques de conflit en vue de contribuer de manière significative au processus de construction de la paix et de la nation en RDC.

¹ Des représentants nationaux et provinciaux du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel venus de six provinces différentes, des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, du ministère des Affaires foncières, du ministère des Finances, du ministère du Plan, du ministère des Médias et des Relations avec le Parlement, du ministère des Affaires sociales, du ministère de la Justice et des droits humains.

L'inégalité dans la répartition des ressources a été mise en évidence, à la fois comme cause et conséquence des conflits. En effet, 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté (le pourcentage s'élève à 90% dans les provinces de l'Equateur et de Bandundu). La RDC est aussi un pays avec une population très jeune; près de la moitié de la population a moins de 15 ans. En outre, le taux de chômage chez les jeunes reste très élevé, en particulier dans les zones urbaines. La population a un accès limité aux services socio-économiques de base. Par exemple, seulement 47% ont accès à l'eau potable. Dans la société congolaise, la violence est très répandue, en particulier la violence sexuelle et la violence basée sur le genre, tandis que l'intégration des réfugiés et des rapatriés représente un défi majeur pour la cohésion sociale.

L'instabilité régionale est souvent reconnue comme une source d'insécurité, de même que la présence d'une multitude de groupes armés non-étatiques, principalement dans les provinces de l'Est de la RDC. En interne, les grèves civiles, les mouvements de population, les tensions ethniques, la répartition inégale des ressources et les conflits fonciers contribuent à créer un environnement instable.

Au-delà de la répartition inégale des ressources, l'économie repose sur un nombre limité d'activités productives, ce qui engendre une dépendance économique, source d'instabilité et de fragilité pour le pays. L'implantation de multinationales qui dominent le secteur minier est aussi perçue comme ayant un effet déstabilisateur sur l'économie, la politique et la société dans son ensemble. L'héritage historique et géopolitique a par ailleurs été mentionné pour expliquer la prédominance d'une culture politique profondément marquée par des attitudes prédatrices et la course aux profits, et qui influence le concept de citoyenneté.

Pour traiter certains de ces problèmes sécuritaires, sociaux, économiques et politiques, une initiative internationale, le New Deal pour l'Engagement dans les États fragiles, a été lancée en RDC en août 2012. Sa mise en œuvre devrait garantir des avancées en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et soutenir les efforts de consolidation de la paix dans le pays. Lors de la réunion, il a été recommandé que le New Deal intègre l'éducation comme élément clé pour la consolidation de la paix en interaction avec les processus de stabilisation et de développement.

Les discussions ont mis en évidence qu'il y a beaucoup à faire pour et à travers l'éducation aux niveaux des institutions, de la société et des écoles, afin de soutenir la RDC sur la voie de la paix et du développement. S.E. M. Maker Mwangu Famba, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la RDC, a insisté sur la volonté politique et l'engagement de son ministère en faveur du renforcement du système éducatif de la RDC et du développement d'un programme d'éducation pour la paix qui puisse répondre aux besoins et aux défis qui se posent dans le pays. Les partenaires techniques qui participaient au Forum ont également exprimé leur préoccupation concernant la situation en RDC, en particulier dans l'Est du pays, et ont par ailleurs souligné leur engagement pour assurer le développement d'une éducation de qualité, équitable, et inclusive, dans un environnement d'apprentissage sûr, qui puisse devenir un vecteur de paix.

Créer un système éducatif inclusif et de qualité pour tous, qui contribue à la croissance économique, s'attaque à la pauvreté et promeut une citoyenneté active en faveur de la

Le Forum de dialogue politique a été l'occasion d'aller au-delà de l'identification des besoins éducatifs, et de réfléchir au rôle que joue l'éducation pour réduire la violence, promouvoir la cohésion sociale, prévenir les conflits et traiter les dynamiques de conflit dans le pays.

L'éducation en RDC en quelques mots

❖ Quelques faits:

- Le système éducatif porte les séquelles de plusieurs années de violents conflits armés;
- Les taux de scolarisation sont faibles car l'éducation primaire n'était ni gratuite ni obligatoire jusqu'à ce qu'elle soit inscrite dans la Constitution de 2005. Cette disposition se met progressivement en place;
- 7 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés et ne reçoivent aucune éducation;
- La part budgétaire attribuée au secteur de l'éducation a diminué à hauteur de 13% du budget national, soit une baisse de 25% dans les années 1960.

❖ Atouts et pratiques prometteuses:

- Etablissement d'un dialogue et d'espaces de consultation à différents niveaux institutionnels et promotion d'une approche intersectorielle;
- Inclusion du ministère du Plan dans l'élaboration des plans d'éducation;
- Développement du Système d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) comme instrument de planification efficace;
- Forte mobilisation de la société autour du thème de l'éducation, qui est également une priorité présidentielle;
- Mise en place progressive de l'enseignement primaire gratuit, comme indiqué à l'article 43 de la Constitution de 2005;
- Le Plan intérimaire d'éducation (PIE) constitue un cadre pour le développement d'actions clés pour la période 2012-2014 en lien avec l'universalisation de l'éducation primaire gratuite, l'équité de l'offre éducative (genre, urbain/rural et groupes socio-économiques), la politique nationale de formation des enseignants, la promotion de la citoyenneté et de la démocratie, la réorganisation du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, et la décentralisation, offrant des espaces de dialogue avec les principales parties prenantes.

❖ Les défis:

- La fragmentation du secteur éducatif est un défi pour l'adoption d'une approche intersectorielle de l'éducation;
- Difficulté d'aligner les partenaires techniques et financiers (PTF) avec les priorités nationales, dans la mesure où les PTF donnent la priorité à des projets de portée limitée plutôt qu'à des programmes de grande échelle et à long terme, portant ainsi atteinte à la durabilité, la cohérence et la capacité du gouvernement;
- Privatisation de l'éducation qui pose des problèmes liés à l'éthique et à la bonne gouvernance;
- Absence de mécanismes efficaces de suivi et d'évaluation pour assurer une utilisation et une répartition optimales des ressources;
- Dépendance du système SIGE à l'égard des financements externes;
- Le secteur de l'éducation est sous-financé et sujet aux crises économiques;
- Allocation budgétaire marquée par des décaissements tardifs, forte corruption, manque de transparence et faiblesse des procédures;
- Destruction et occupation des infrastructures scolaires et déplacement forcé des élèves et des enseignants;
- Absence de plans d'éducation en situations d'urgence.

2) Identifier les principaux facteurs de conflit à travers une analyse des conflits.

Avant d'aller plus loin avec les discussions politiques, il était nécessaire de faire une analyse des dynamiques de conflit en vue d'identifier les problématiques à traiter à travers l'éducation. Au cours du Forum, Search For Common Ground / UNICEF et l'ADEA ont partagé les résultats de leurs études respectives sur l'éducation et les conflits.

L'étude menée par Search For Common Ground et mandatée par l'UNICEF s'appuie sur des enquêtes de perception qui montrent que les conflits fonciers et les conflits ethniques sont les principaux types de conflits identifiés par les personnes interrogées dans quatre provinces de la RDC², loin devant les conflits impliquant des groupes armés. Au niveau de l'école, les frais de scolarité, les salaires et la corruption sont les principales sources de conflit. Il a donc été recommandé d'aborder les besoins et les conditions d'enseignement, et par ailleurs, de développer des activités d'éducation pour la paix afin de prévenir ou solutionner la plupart des conflits qui émergent au niveau de l'école. En complément sur ce sujet, l'ADEA a insisté sur la prévalence de comportements prédateurs et la méfiance de la société à l'égard des élites. En ce sens, la promotion des notions de citoyenneté et de bien commun au sein de la population de la RDC pourrait aider à la résolution de certains problèmes.

Sur la base des présentations et des discussions³, les participants ont identifié cinq facteurs qui motivent les conflits en RDC:

- **Le tribalisme / ethnicisme;**
- **La répartition inégale des ressources;**
- **L'accès inégal aux services sociaux de base, une offre peu pertinente et une qualité insuffisante;**
- **Les questions foncières;**
- **La mauvaise gouvernance.**

Ces cinq principaux facteurs de conflit ont été identifiés comme ayant un impact négatif sur l'éducation. Le tableau ci-dessous résume les principaux effets sur l'accès, la qualité, l'équité et la gestion de l'éducation.

IMPACT DE → ... SUR ↓	Tribalisme / Ethnicisme	Inégale distribution des ressources	Accès inégal / offre peu pertinente et qualité insuffisante des services sociaux de base	Questions foncières	Mauvaise gouvernance
L'accès	Augmentation du taux de décrochage scolaire en raison de: <ul style="list-style-type: none"> • L'exclusion et la discrimination fondée sur l'origine ethnique et tribale à l'égard de certains groupes, les conflits ethniques et la violence qui forcent des familles entières à se déplacer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les familles pauvres sont contraintes de choisir entre payer une éducation pour leurs enfants ou les envoyer travailler. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les frais de scolarité sont un obstacle à la réalisation du droit à l'éducation. • L'insuffisance des installations sanitaires engendre des problèmes de santé et est responsable de l'absentéisme. • Les enfants travailleurs abandonnent l'école pour aider leur famille. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de trouver des lieux appropriés et d'obtenir les titres fonciers nécessaires pour construire de nouvelles écoles. • Les écoles sont peu nombreuses ; les enfants et les enseignants doivent parcourir de longues distances pour se rendre à l'école. • Les écoles se font expropriées par ceux qui prétendent posséder la terre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Impact sur les processus de participation et de consultation, réduction de la participation des élèves et des parents. • Impunité généralisée, corruption et manque de prise de responsabilités.
La qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Le favoritisme ethnique remplace la méritocratie dans le processus de recrutement et d'évaluation des enseignants et des 	<ul style="list-style-type: none"> • Les salaires des enseignants sont bas, et les infrastructures scolaires sont insuffisantes et/ou inadéquates. • Les mauvaises 	<ul style="list-style-type: none"> • Les enseignants et les étudiants ont un faible rendement et une faible productivité en raison des mauvaises conditions d'enseignement et de 	<ul style="list-style-type: none"> • Après avoir parcouru de longues distances, les enseignants et les élèves arrivent à l'école fatigués ; la durée d'apprentissage et de concentration 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gestion des ressources attribuées aux écoles.

² Province Orientale, Equateur, Maniema et Kalemie dans le Nord-Katanga.

³ Retrouvez plus d'informations sur ces études dans la version intégrale du rapport du Forum de dialogue politique,

	<ul style="list-style-type: none"> étudiants. Généralisation de la haine promue à travers l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> conditions d'enseignement entraînent une vague de démotivation. Les enfants qui travaillent ne peuvent pas aller à l'école ou ne réussissent pas bien à l'école. 	mauvaises conditions de vie.	<ul style="list-style-type: none"> est réduite. Les infrastructures scolaires sont inadéquates, et sans espace de récréation.
L'équité	<ul style="list-style-type: none"> Sentiment d'injustice généralisée, xénophobie et ségrégation. 	<ul style="list-style-type: none"> Inégalités en matière d'opportunités et de distribution des ressources entre les écoles rurales et urbaines. Inégalités entre les enfants qui doivent travailler et ceux qui peuvent avoir accès à l'éducation (filles / garçons, riches / pauvres). 	<ul style="list-style-type: none"> Les familles préfèrent envoyer leurs garçons à l'école. Les filles ont donc moins de chances d'avoir accès à l'éducation. La violence fondée sur le genre sévit dans les écoles. 	<ul style="list-style-type: none"> Les conflits fonciers et les attaques contre les écoles représentent une menace pour la sécurité des enfants et du personnel de l'école.
La gestion	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise gestion due à la corruption, aux rivalités ethniques, à l'impunité et au manque de transparence. 	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation abusive et détournement des ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> L'éducation n'est pas une priorité, d'autres besoins vitaux doivent avant tout être satisfaits. 	<ul style="list-style-type: none"> La direction des établissements scolaires est sous pression en raison de l'interférence des conflits fonciers.

3) Comment l'éducation peut-elle contribuer à la paix?

Après avoir identifié les principaux facteurs de conflit, les participants ont réfléchi à la manière dont l'éducation pourrait éventuellement remédier à ces mêmes facteurs. On a pu noter que l'éducation peut soit les accentuer, soit les atténuer.

L'éducation peut être instrumentalisée non seulement pour encourager la haine tribale et ethnique, mais aussi pour institutionnaliser une discrimination systématique à travers des références disséminées dans le matériel pédagogique et dans les méthodes d'enseignement. Cependant, l'éducation peut à l'inverse proposer des activités récréatives qui favorisent la cohésion sociale et la transmission d'une culture de paix qui promeut le respect de la diversité et des valeurs éthiques. En conséquence, les références aux valeurs africaines, le respect, la tolérance, et la méritocratie doivent non seulement apparaître dans le programme, mais doivent également être communiquées aux parents, aux enseignants et au personnel de direction de l'école, et ancrées dans le concept de citoyenneté. En outre, pour répondre aux problèmes de tribalisme et d'ethnicisme, il a été suggéré d'utiliser les évaluations anonymes et d'encourager la mise en place d'un processus non-discriminatoire d'inscription des étudiants, ainsi que des procédures de recrutement des enseignants plus transparentes. D'autres suggestions se référaient à l'élaboration de programmes et d'outils pédagogiques qui prennent en compte les réalités locales en encourageant l'utilisation des langues locales.

L'éducation inclusive pour tous est reconnue comme étant un instrument essentiel pour réduire les inégalités de genre et les iniquités socio-économiques à travers la provision d'une offre éducative alternative adaptée aux besoins des populations les plus vulnérables. L'école doit aussi être un lieu sûr et protecteur, où l'éducation dispensée contribue à la croissance économique, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion d'une citoyenneté active et démocratique en faveur de la paix. Il a été recommandé de développer l'éducation non-formelle pour accroître l'alphabétisation des adultes, mais aussi d'encourager les partenariats entre les écoles et les entreprises locales pour offrir des programmes de formation professionnelle et technique qui répondent aux besoins du marché du travail.

L'éducation peut par ailleurs avoir un rôle à jouer dans l'amélioration de l'accès et de la qualité des services de base en offrant des installations sanitaires adéquates, en informant sur les bonnes pratiques en matière de santé, d'hygiène et de nutrition, et en mettant en place des programmes de génération de revenus et d'alimentation scolaire qui contribuent à la sécurité alimentaire, améliorent les conditions de vie des enfants et

des enseignants, et garantissent un environnement sain. En outre, il a été recommandé d'encourager les programmes d'apprentissage accéléré pour les jeunes non-scolarisés, et de veiller à ce que les politiques éducatives tiennent compte des mécanismes de préparation et de réponse aux situations d'urgence qui nuisent à l'accès et à la qualité des services de base.

Adapter et intégrer les Normes minimales de l'INEE pour l'éducation (préparation, réponse, et relèvement) dans le Plan intérimaire d'éducation en vue de renforcer les capacités nationales et provinciales pour répondre aux besoins de l'éducation en situations d'urgence.

En ce qui concerne les questions foncières, il a été mentionné au cours des discussions qu'une communication constante entre les autorités territoriales et les autorités éducatives pourrait atténuer l'impact des conflits fonciers sur l'éducation. En outre, la sensibilisation en matière de législation foncière à travers l'éducation et la formation sur la transformation des conflits qui inclut des études de cas fonciers pourrait atténuer considérablement le risque de futurs différends liés aux affaires foncières. De même, la diffusion de bonnes pratiques de gouvernance et des règles de gestion pour lutter contre l'impunité et la corruption, ainsi que la garantie de conditions de travail décentes sont des éléments qui doivent être pris en considération dans le cadre de la prévention des conflits liés à une mauvaise gouvernance. Il a également été recommandé d'augmenter la part du budget allouée à l'éducation, et de garantir le contrôle budgétaire et la bonne utilisation des ressources à travers l'implication des acteurs de l'éducation.

4) Le partage d'expériences au service de l'identification de politiques globales et intersectorielles

Le Forum a permis de partager les expériences du Kenya et du Libéria liées à la promotion de l'éducation pour la paix.

Au Kenya, avant la mise en place du programme national en 2008, l'éducation pour la paix était simplement un thème transversal enseigné en classe d'histoire dans le secondaire, et en sciences sociales dans le primaire. Après les violences post-électorales de 2007-2008, le ministère de l'Éducation du Kenya, en collaboration avec l'UNICEF, le HCR, l'UNESCO et d'autres partenaires, a décidé de lancer un vaste programme d'éducation pour la paix et d'intégrer les sujets liés à la paix dans le cadre d'un environnement scolaire qui favorise une culture de paix. L'accent a été mis sur la formation des enseignants, la participation des médias et l'organisation de campagnes de communication essentielles à la mise en œuvre du programme national d'éducation pour la paix au Kenya.

Intégrer les programmes d'éducation pour la paix dans l'éducation de base pour transmettre des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs essentielles à la construction de la paix, à l'apprentissage continu et au développement.

Le ministère de l'Éducation du Libéria a également développé un système éducatif qui a pour objectif de contribuer à la consolidation de la paix à travers la promotion d'une approche intersectorielle qui comprend les ministères de la Santé et des Affaires sociales, de la Planification économique, des Finances, du Genre et du Développement. Cette initiative a impliqué la réforme et la rationalisation de la gestion de l'information et des ressources, la mise en œuvre de politiques spécifiques pour la petite enfance et d'une éducation alternative de base, ainsi que la promotion d'une éducation inclusive.

Plusieurs organisations locales et internationales telles que le International Rescue Committee (IRC), Espoir Pour Tous, l'UNESCO et l'UNICEF ont aussi présenté leurs programmes de consolidation de la paix en RDC. Parmi les différentes initiatives présentées, les politiques et les stratégies suivantes ont été mises en exergue:

- Des politiques d'éducation inclusive qui ciblent les groupes les plus vulnérables, en particulier les enfants non-scolarisés, les réfugiés, les rapatriés, mais aussi les populations autochtones et les enfants des rues, en leur offrant la possibilité de recevoir une éducation de base, de suivre une formation professionnelle ou de participer à des programmes d'alphabétisation;
- La création d'environnements d'apprentissage sûrs où toutes formes de coercition, punition et violence sont interdites;

- Des politiques non-discriminatoires de recrutement des enseignants et d'inscription des étudiants, privilégiant la méritocratie plutôt que le favoritisme ethnique ou socio-économique;
- Des politiques de décentralisation pour renforcer les mécanismes participatifs à tous les niveaux du système éducatif;
- Des approches donnant la priorité aux compétences émotionnelles et sociales, ainsi qu'à l'éducation éthique, afin de soutenir pleinement le développement et l'épanouissement des enfants à travers la satisfaction de leurs besoins spirituels;
- La formation des enseignants et du personnel éducatif sur les droits de l'homme, la non-violence, la démocratie, le respect et autres valeurs positives qui participent au développement de la citoyenneté chez les enfants et les jeunes;
- La participation de tous les partenaires (écoles, familles, communautés, autorités locales) pour accroître la confiance, la collaboration et la cohésion sociale, et améliorer la relation parents / enseignants en vue de garantir des espaces d'apprentissage sûrs;
- La valorisation de l'esprit d'entreprise chez les jeunes et la collaboration avec le secteur privé;
- La mise en place de mécanismes de collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle pour partager les bonnes pratiques, méthodes et ressources, et renforcer la bonne gouvernance.

5) La voie à suivre: politiques et programmation d'une éducation tenant compte des questions de conflits

En conclusion de ce Forum de dialogue politique, des recommandations ont été formulées pour renforcer le système éducatif de la RDC, et ainsi lutter contre les dynamiques de conflits et promouvoir la paix et le développement. Il est en effet essentiel d'intégrer l'éducation comme priorité dans le cadre des initiatives de construction de la paix, de rétablissement de la sécurité et de développement en RDC, car l'éducation est un moyen de prévention des conflits, de transformation et de cohésion sociale.

Les principales recommandations émises lors de la réunion peuvent être résumées comme suit:

Accès et rétention

- Promouvoir l'éducation inclusive et non-discriminatoire, et prendre en compte les besoins spécifiques (groupes ethniques, populations autochtones, populations déplacées)
- Mettre l'accent sur les enfants et les jeunes non-scolarisés à travers des programmes d'apprentissage accéléré, et développer les dispositifs d'éducation non-formelle pour augmenter le taux d'alphabétisation des adultes
- Promouvoir le droit à l'éducation et sensibiliser les parents
- Renforcer la mise en œuvre et la généralisation de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire
- Réviser la carte scolaire pour garantir la proximité et intégrer l'école dans la communauté
- Développer les structures communautaires pour la restauration scolaire et les cantines
- Veiller à la protection des enfants contre les abus sexuels et la violence (avec une attention particulière à l'égard des filles)
- Promouvoir l'éducation pour la paix à travers des campagnes de communication de masse impliquant les médias
- Mobiliser les élus locaux sur la question de l'éducation de la petite enfance et les maternelles
- Assurer le développement de plans d'éducation tenant compte des mécanismes de préparation et de réponse aux situations d'urgence

Curriculum

- Intégrer des éléments d'éducation à la paix, de bonne gouvernance, et de droit foncier en tant que thèmes transversaux dans les programmes d'éducation civique et morale, géographie et histoire
- Réformer les cours d'éducation civique pour inclure des sujets liés à l'identité congolaise, la tolérance et le respect de la diversité et des différences
- Promouvoir l'intégration de l'éducation à la paix dans les programmes de la petite enfance
- S'adapter aux réalités locales, introduire les langues locales dans les programmes scolaires et la

formation

- Développer les formations en résolution de conflits liés aux questions foncières
- Promouvoir l'opérationnalisation et la généralisation de l'approche par compétences (compétences pour la vie)
- Développer les capacités artistiques et musicales, ainsi que des notions sur les technologies de l'information et de la communication
- Promouvoir la formation professionnelle et technique pour développer l'entrepreneuriat et les compétences qui correspondent aux besoins du marché, de manière à réduire le chômage et la pauvreté

Enseignants et enseignement

- Améliorer les conditions de travail et d'enseignement, et valoriser la profession enseignante à travers des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer
- Renforcer le suivi et l'évaluation administrative/pédagogique
- Garantir la qualité de la formation initiale et de la formation continue des enseignants en intégrant des concepts liés à la culture de la paix, à la prévention et à la gestion des abus et de la violence, au civisme et à la citoyenneté, ainsi qu'à l'ethnicisme et au tribalisme
- Préparer et diffuser un code de conduite pour tous les acteurs du secteur de l'éducation
- Promouvoir les échanges éducatifs et pédagogiques à travers l'organisation de forums (unités pédagogiques / cellules de base)
- Former le personnel éducatif sur la planification d'urgence et intégrer / mettre en œuvre les normes minimales de l'INEE pour l'éducation
- Promouvoir la formation des enseignants dans les langues locales et encourager l'enseignement bilingue

Infrastructures et espaces d'apprentissage

- Mettre à jour et respecter les normes pour la construction des écoles et des espaces d'apprentissage
- Garantir un espace suffisant et des installations scolaires adaptées (salles de classe standards, latrines séparées, endroit pour se laver les mains, bibliothèque, aires de loisirs / sports, espaces verts)
- Assurer la protection des écoles contre les occupations par les groupes armés et les populations déplacées
- Favoriser la création d'environnements d'apprentissage sûrs pour les familles déplacées

Financement et gestion du secteur

- Promouvoir les approches intersectorielles et les partenariats impliquant tous les acteurs concernés
- Renforcer la participation des parents, ainsi que leur capacité à participer à la gestion de l'école
- Impliquer les structures décentralisées dans l'élaboration des politiques éducatives
- Appliquer et faire respecter la loi pour lutter contre l'impunité, et promouvoir la transparence et la prise de responsabilités au niveau des gestionnaires
- Augmenter le budget alloué à l'éducation de 13% à 20%, conformément à l'engagement du gouvernement dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation
- Veiller à la bonne répartition et bonne utilisation des ressources financières
- S'assurer que le patrimoine scolaire est bien géré et que les processus de recrutement répondent à des critères méritocratiques
- Collaborer avec le ministère des Affaires foncières pour garantir l'application de dispositions spéciales pour protéger et faciliter la construction de nouvelles écoles
- Développer la collaboration avec les réseaux africains afin de partager leurs expériences et les bonnes pratiques en matière de prestation de services éducatifs de qualité
- Collaborer avec le secteur privé

Plus important encore, l'accès à l'éducation doit être facilité en éliminant les obstacles liés à la discrimination ethnique, sociale et économique à travers la mise en place de programmes holistiques et intersectoriels, tenant compte de questions de conflits, et rassemblant toutes les parties concernées. Grâce à une attention particulière accordée au développement de curriculums inclusifs de qualité, ainsi qu'à l'amélioration des conditions d'enseignement et des infrastructures, les écoles ont vocation à devenir des lieux sûrs et protecteurs pour permettre aux enfants d'apprendre et de se développer dans de bonnes conditions. Enfin, les mesures prises viseront à améliorer la gestion et le financement du secteur et à promouvoir le développement d'un système efficient, transparent et qui est capable de rendre des comptes et de mettre en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes concrets pour soutenir les efforts de consolidation de la paix et de développement en RDC.

Garantir des environnements d'apprentissage sûrs et un accès sécurisé aux écoles en vue d'accroître la participation scolaire, et veiller à la protection sociale, physique, psychologique et émotionnelle des enfants.

En conclusion du Forum de dialogue politique, une feuille de route a été élaborée pour mobiliser toutes les parties prenantes autour de l'élaboration d'un Programme national d'éducation pour la paix en RDC. Tant le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel que ses partenaires techniques et financiers se sont engagés à inclure l'éducation dans leurs politiques de consolidation de la paix en RDC, et à faire de l'éducation un moyen tangible pour la prévention des conflits, la transformation et la cohésion sociale. Les participants au Forum se sont également accordés sur la nécessité de contextualiser les normes minimales de l'INEE pour l'éducation en RDC, avec l'appui du réseau INEE. Afin de préparer les prochaines étapes du processus menant à la mise en œuvre d'un programme national d'éducation pour la paix, un comité technique a été formé sous la direction de la Cellule d'Appui Technique du MEPSP, et avec la participation de l'UNICEF-RDC, FAWE-RDC, Espoir pour Tous, du Ministère des Affaires foncières, de l'APEC et de l'ADEA.

En outre, les conclusions et les recommandations issues du Forum de dialogue politique ont été partagées avec le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) pour appuyer leur décision finale en vue d'approuver l'attribution de fonds en faveur de la RDC. En effet, en novembre 2012, le PME a approuvé une enveloppe de 100 millions de dollars pour aider la RDC à accroître l'accès à l'enseignement primaire à travers la réhabilitation et la construction de salles de classe, améliorer la qualité des processus d'apprentissage des élèves à travers l'amélioration du matériel pédagogique et des formations enseignantes, et rationaliser la gestion du secteur de l'éducation. Il est attendu que le programme national à venir sur l'éducation pour la paix aidera à répondre aux principaux besoins en formation dans le pays et à lutter contre les principaux facteurs de conflits qui affectent la qualité et l'accès équitable à l'éducation.